

## Pascal Canfin : «Nous entrons dans le temps de la souffrance climatique»

Par Aude Massiot



Tous les jours, [retrouvez le fil vert](#), le rendez-vous environnement de Libération. Aujourd'hui, c'est la règle de trois : trois questions à un acteur de la transition écologique pour décrypter les enjeux environnementaux.

### **Croyez-vous qu'un effondrement de nos sociétés industrielles est possible dans les prochaines décennies?**

Il ne s'agit pas de croire ou non à la possibilité d'un prochain effondrement, la science l'établit comme un fait. Notre cerveau fonctionne de manière linéaire alors que la nature évolue par paliers et points de bascule. Nous avons du mal à en appréhender les bouleversements environnementaux actuels. Quand on regarde les données scientifiques sur la biodiversité et le climat, il paraît évident que nous atteignons ces points de non-retour. Certains ont déjà été franchis. D'après le WWF, en quarante ans, nous avons perdu 60% des populations d'animaux sauvages sur Terre.

### **Quelle forme pourrait prendre l'effondrement?**

C'est la grande inconnue de l'équation, car il est très difficile de mesurer précisément les interactions entre les différentes crises. Je suis objectivement inquiet. A l'échelle de l'histoire, les bouleversements que nous vivons sont extrêmement brutaux. C'est vrai même à l'échelle d'une vie humaine. Les hommes qui connaîtront la fin du siècle, échéance à laquelle les projections climatiques donnent à voir un monde invivable, sont déjà nés. Nous entrons dans le temps de la souffrance climatique. Les climatologues se rendent régulièrement compte que leurs projections, que beaucoup disaient alarmistes, ont même sous-estimé les effets réels du changement du climat. Dans le nord de la France, ce printemps, des restrictions d'eau ont dû être mises en place face à la sécheresse. Qui aurait imaginé cela il y a même quinze ans? C'est le «New Normal». Un autre point de rupture est la montée des eaux. Sur la côte languedocienne, il n'y a qu'à parler aux maires des communes côtières pour réaliser à quel point ils sont démunis face à un droit français qui n'est pas du tout adapté pour gérer ce type de situation. Ce sont des éléments qui pourront perturber fortement les communautés locales. Un pays démocratique et riche comme le nôtre saura, je l'espère, gérer la situation, mais imaginez ce que de tels événements peuvent provoquer dans des pays comme le Sénégal ou le Bangladesh qui subissent durement la montée du niveau des océans.

À lire aussi : [En France, «l'eau pourrait aussi venir à manquer dans des villes»](#)

### **Pensez-vous l'humanité capable de mener la transition sociétale nécessaire?**

Malgré les avertissements, je suis persuadé que nous ne réagirons qu'après le début du choc. L'espèce humaine est ainsi faite. C'est d'ailleurs le moment historique où nous sommes. En

Europe, un point de bascule culturel a été franchi dans la prise de conscience de l'enjeu crucial que représente la protection du climat. Un symbole: la commission Environnement est devenue la plus importante en nombre dans le nouveau Parlement européen. Cela sera-t-il suffisant pour éviter le chaos? Cela dépendra des actions menées dès aujourd'hui. Je vais être honnête : je pense qu'il est déjà trop tard pour limiter la hausse des températures mondiales sous les 2°C. Mais nous pouvons encore éviter le chaos climatique d'un réchauffement de + 4 à 6°C qui est le scénario prévu si on ne fait rien. Et pour gagner cette bataille, il faut que tout le monde s'y mette les politiques, les entreprises et les citoyens. Car l'enjeu climat n'est pas cosmétique, il est systémique.

#### **Le gouvernement ne mène pourtant pas de politiques de changement systémique?**

Pas encore à la hauteur des enjeux mais beaucoup plus qu'avant. Sur le quinquennat quatre cinquièmes des investissements transports seront ciblés sur les modes de déplacements verts (train, covoiturage, vélo...). C'est un changement de modèle. Le cinquième reste destiné à la route car lié à des enjeux de sécurité routière. La loi Hulot sur les hydrocarbures a permis de rejeter plus de quarante permis potentiels de recherche et d'exploitation de pétrole et de gaz sur notre territoire, y compris marin. Et le gouvernement s'est engagé à développer 1 gigawatt d'éolien offshore par an soit l'équivalent d'un réacteur nucléaire chaque année. Sur le logement, les députés ont commencé à changer les règles du jeu du marché immobilier en rendant de plus en plus difficile la location des appartements et des maisons mal isolés. Mais il manque encore la dimension financière pour massifier les travaux alors que c'est le sujet sur lequel nous sommes le plus en retard sur nos objectifs comme le rappelait le Haut conseil climat récemment.

À lire aussi : [Doit-on s'attendre à une pénurie de pétrole ?](#)

#### **Quels sont les principaux freins à cette transition radicale et nécessaire?**

Tout d'abord la société est pleine de contradictions sur l'écologie. Des portraits de jeunes manifestants pour le climat montraient des jeunes mobilisés et anxieux mais qui ne résistent pas à un billet d'avion à 30 euros. La génération climat est aussi la génération Easyjet, et le politique doit naviguer dans cette contradiction. Par ailleurs, le poids des lobbies est majeur. Ces géants, dans l'énergie, l'immobilier, l'automobile, la pétrochimie, l'agro business, ont construit leur richesse sur l'économie carbonée qui génère le dérèglement climatique. Le rôle du politique est d'accélérer le déploiement des nouvelles logiques économiques, des nouvelles solutions. Et de résister aux lobbies qui vous disent que ce n'est pas possible tout simplement parce qu'ils ont à y perdre. En tant que président de la commission Environnement au Parlement européen, je publierai tous mes rendez-vous avec les groupes d'influence, les entreprises comme les ONG.



[Aude Massiot](#)